

QUESTION ORALE DE M. FRÉDÉRIC À M. HENRY, MINISTRE DU CLIMAT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MOBILITÉ, SUR « LA MISE EN PLACE D'UN SERVICE ÉNERGÉTIQUE DE BASE UNIVERSEL »

M. le Président. – L'ordre du jour appelle la question orale de M. Frédéric à M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur « la mise en place d'un service énergétique de base universel ».

La parole est à M. Frédéric pour poser sa question.

M. Frédéric (PS). – Monsieur le Ministre, vous savez que, depuis plusieurs mois, je m'intéresse de près au problème de précarité énergétique, des difficultés qu'ont nos concitoyens par rapport à leur facture d'énergie. On est en pleine actualité puisque ces factures explosent ou risquent d'exploser après court terme et touchent un grand nombre de personnes, de familles déjà en difficulté. Je ne reviens pas sur les provinces qui ont été inondées et où les familles doivent surconsommer pour l'instant. Cela représentera demain une énorme difficulté.

Je reviens donc avec une suggestion que j'avais déjà formulée il y a un moment et qui concernait le service universel. Je n'ai pas besoin de vous en faire l'explication. Il s'agit d'étendre les missions des GRD à cette mission qui fait en sorte que le consommateur se voit proposer le coût de l'énergie la moins chère. Vous savez toutes les difficultés que les gens ont pour s'y retrouver. Peu utilisent les comparateurs. D'ailleurs, c'est bien malheureux. J'aurais aimé savoir ce que vous en pensez.

À plusieurs reprises, lors des auditions, on a entendu le patron d'ORES nous dire qu'il y était favorable. J'ai lu à plusieurs reprises les déclarations des responsables des GRD qui ne disaient rien d'autre. J'aurais donc aimé savoir quelle était à cet égard votre position. L'accord de gouvernement dit que les gestionnaires de réseau et de distribution doivent pouvoir diversifier leurs activités pour jouer un rôle plus central.

J'aurais donc aimé connaître votre avis. Envisagez-vous d'implémenter ce service de base universel ? Selon quel agenda le cas échéant ?

Je vous remercie déjà pour vos réponses.

M. le Président. – La parole est à M. le Ministre Henry.

M. Henry, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité. – Monsieur le Député, la question d'un service universel en matière d'énergie est d'actualité au moment où le prix de l'énergie est en forte hausse et trouve écho d'ailleurs dans la Déclaration de politique régionale qui précise : « L'énergie est un bien vital et un droit fondamental dont l'accès doit être garanti à tous. La possibilité d'instaurer une fourniture de base en gaz et électricité pour les consommateurs résidentiels sera analysée ».

Ce contexte de hausse des prix, qui découle principalement de la situation du marché international du gaz, a entraîné l'analyse des mesures pouvant être mises en œuvre tant au niveau fédéral que régional, de manière à assurer l'accès à ce bien de première nécessité que constitue l'énergie.

M. l'Administrateur délégué d'ORES, auditionné en Commission de l'énergie, du climat et de la mobilité le en juin 2020, encourageait la mise en place d'un tel service – vous vous en rappellerez –, sans nier les difficultés que cela poserait.

Votre proposition de révision en ce sens de l'article 23 de la Constitution, déposée au Sénat en novembre 2020 – vous voyez que l'on est bien renseigné – et envoyée en Commission des Affaires institutionnelles, témoigne également de votre engagement dans cette cause.

Au vu du contexte de hausse des prix de l'énergie, la piste du fournisseur universel, évoquée dans la DPR, me semble effectivement pertinente à remettre sur le métier. Il conviendrait, en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés, de définir ce que l'on entend par service universel en matière d'énergie, de le définir précisément, peut-être sous forme de garantie de fourniture, de tarification et ensuite de le financer.

Trouver des modes de financement alternatifs qui ne handicapent pas ni le budget des ménages, ni le revenu des communes, ni les charges des PME, ni la position concurrentielle de nos industries et qui n'augmentent pas non plus le nombre de ménages énergétiquement précarisés constitue un fameux défi, vous l'avouerez, qu'il y a lieu de relever. J'ai dès lors chargé – parce que, évidemment, rien n'est simple en la matière – mes services de solliciter un avis des différentes parties prenantes sur cette question et d'analyser les pistes de concrétisation qui s'en dégagent.

Je vous propose donc que nous puissions reparler dans les prochains mois puisque ces travaux d'analyse devraient pouvoir aboutir à relativement brève échéance pour pouvoir analyser concrètement de quelle manière cette proposition pourrait se concrétiser. Je pense que le sujet est tout à fait judicieux par rapport à la situation du marché de l'énergie, mais cela doit être analysé en détail avant d'éventuellement le mettre en place.

M. le Président. – La parole est à M. Frédéric.

M. Frédéric (PS). – Je dois dire que, dans la première partie de la réponse, j'étais au proche de l'euphorie en me disant que le ministre partage quasi pleinement la préoccupation, et je n'en doutais pas et je vous en remercie. Cela c'était la première phase.

La deuxième phase, ce sont les difficultés sur le chemin. Effectivement, si l'on additionne tous ceux qui ne doivent pas être impactés, que vous avez cités, il faut bien que quelqu'un paie au final quand même.

Dès lors, l'exercice que vous avez entrepris me semble extrêmement intéressant, mais je vais y être très attentif. Cela veut dire, Monsieur le Ministre, que nous n'en reparlerons pas dans trois siècles. D'abord, dans trois siècles nous ne serons plus là, c'est vraisemblable. Vous peut-être, mais moi pas. Je reviendrai donc assez rapidement sur le sujet, d'ici deux mois ou trois mois. Je suppose que l'on aura eu le temps d'interroger l'ensemble des intervenants et je ne lâcherai pas sur le sujet parce que j'entends encore le patron d'ORES dire dans cette salle tout l'intérêt qu'il portait lui-même à ce service universel qui serait quand même une aide et un soutien précieux pour grand nombre de familles qui sont en immense difficulté aujourd'hui.